

Esther Duflo : « Il y a toujours quelque chose à faire pour changer le monde »

Entretien

« Être utile » est le leitmotiv et le moteur de cette économiste de terrain, consacrée par un Nobel d'économie décerné en 2019 et experte mondiale de la lutte contre la pauvreté. Une voix qui veut mettre le besoin de dignité des plus démunis au centre des priorités.

Recueilli par Antoine d'Abbundo, le 05/01/2021 à 14:18 **La Croix l'Hebdo**



La Croix : Comment jugez-vous la manière dont est gérée la crise du Covid-19, en particulier le choix fait par les pays européens de privilégier la santé de la population sur l'économie ?

Esther Duflo : Choisir entre les deux est un faux dilemme car sans protéger la santé on ne peut pas avoir une économie normale. Aux États-Unis, l'État fédéral a d'abord choisi de ne pas protéger la santé des citoyens et l'économie s'est rapidement effondrée.

À l'inverse, la plupart des pays d'Asie – la Chine en tête – ont strictement contrôlé la propagation du virus et l'économie y repart de manière plus vigoureuse qu'en Europe. En réalité, il n'y a pas d'arbitrage possible : sans vaccin, ou tout autre moyen acceptable d'endiguer l'épidémie, on ne pourra pas repartir sur une économie saine.



Le gouvernement français a-t-il fait ce qu'il fallait dans l'urgence ? Le plan de relance à 100 milliards d'euros sur deux ans est-il bien calibré pour rétablir la situation ?

E. D. : Le choix fait de conserver les emplois en finançant le chômage partiel est une bonne chose. Il a permis d'empêcher que la crise d'offre, due à l'arrêt d'une partie de la production, ne se transforme en une crise de la demande plus grave encore.

Le plan de relance soutient peut-être un peu trop les entreprises et pas assez les laissés de côté par le dispositif de chômage partiel. Il faudrait un ciblage plus fin qui mette l'accent sur la redistribution vers ceux qui ont le plus souffert de l'épidémie.

La crise entraîne une explosion des déficits et des dettes publiques partout en Europe. Faut-il s'en inquiéter ?

E. D. : À court terme, non. L'État n'est pas un « bon père de famille » qui doit équilibrer son budget au jour le jour. Tant que les particuliers ou les fonds d'investissement qui détiennent des créances publiques ont confiance dans l'État, il n'y a pas lieu de s'inquiéter. D'autant que les taux bas permettent de s'endetter à moindre coût.

Il faudra tout de même rembourser un jour ou l'autre...

E. D. : Oui et non. Les États sont rarement dans la situation de devoir rembourser toutes leurs dettes. En fait, ils sont perpétuellement endettés. Et dans la situation de crise actuelle, seul l'État peut s'endetter massivement, sans risque, pour nous protéger. S'il ne le faisait pas, le danger serait beaucoup plus grand.

On l'a vu pendant la récession de 2008. Au départ, les pays développés ont mis en place des plans de relance, ce qui était une bonne chose. Puis, trop rapidement, les pays européens ont prôné le retour à l'austérité. Ce qui explique que la crise en Europe s'est embourbée,

contrairement à ce qui s'est passé aux États-Unis qui ont maintenu une politique d'expansion budgétaire plus longtemps.



Cela ne veut pas dire que l'État doit s'endetter en toutes circonstances. Une fois sortis de cette crise, ce n'est pas en s'endettant toujours plus que l'on pourra financer une politique de protection sociale digne de ce nom, mais en taxant les ressources et en les redistribuant.

En attendant, souhaitons que les pays européens continuent de pratiquer des relances budgétaires très généreuses. C'est indispensable pour éviter que la crise ne s'auto-entretienne.

On n'entend plus parler du « jour d'après » et des espoirs de changements suscités lors du premier confinement. Est-on en train de rater une occasion de repenser notre modèle économique ?

E. D. : Il serait naïf d'attendre que cette crise débouche sur un changement radical et immédiat de modèle. Mais je crois, du moins j'espère, que deux choses vont rester.

La première est une prise de conscience augmentée des risques liés au dérèglement climatique. Juste avant le confinement, je regardais avec mes jeunes enfants un épisode de l'émission « C'est pas sorcier » consacré à la grippe du H1N1. Les spécialistes y prédisaient exactement ce qui se passe aujourd'hui.

Sur le coup, je me suis dit : on le savait mais personne, y compris moi, n'y a fait attention. C'est d'ailleurs profondément humain. Dans le jargon des économistes, on appelle cela le « biais de projection » : on pense que demain sera forcément comme aujourd'hui. Pourtant, la catastrophe a eu lieu. La pandémie nous rappelle que, parfois, la nature est plus forte et que la catastrophe climatique annoncée va, elle aussi, arriver si l'on ne fait rien.

La seconde chose qui restera, à mon avis, concerne la solidarité nationale et l'effort de protection sociale. Comme le disait le père Joseph Wresinski (fondateur d'ATD Quart Monde), le pauvre est celui qui fait peur. Notre système actuel s'appuie sur cette méfiance du pauvre, de celui qui a besoin d'aide. On pense que, si l'on n'y prête pas garde, celui-ci peut vite tomber dans la paresse.

Cette idée communément admise est battue en brèche avec le coronavirus car tout le monde ou presque subit la crise et a besoin d'être aidé. Cela permettra peut-être de prendre conscience qu'il arrive des choses qui ne sont la faute de personne et qui peuvent mettre notre monde à plat du jour au lendemain.

La crise a relancé le vieux débat entre ceux qui réclament une extension des aides sociales et ceux qui dénoncent une culture de l'assistanat. Comment trouver le bon équilibre ?

E. D. : Il est effarant de constater à quel point le mythe selon lequel les aides rendent les gens paresseux est répandu. Même le président Macron l'a repris à son compte. À la question de savoir s'il envisageait, comme le demandent les ONG de lutte contre la pauvreté, de revaloriser le revenu de solidarité active (RSA), il a répondu non au prétexte que cela détournait les gens de reprendre un travail.



Jusqu'à présent, aucune recherche n'a mis en évidence d'effet désincitatif des aides sociales sur le travail. Mais on continue de l'affirmer. Cette vision du danger de l'assistanat

est tellement forte, elle conditionne tellement le discours et les pratiques politiques, qu'il est urgent de rétablir la vérité scientifique et humaine.

Ce serait moins une question économique qu'une question de regard sur la pauvreté et les pauvres. Quel est le vôtre ?

E. D. : Quel est le point commun entre une personne pauvre en France, une autre qui n'a aucune ressource en Inde et une troisième qui souffre d'addictions aux États-Unis ? Ce sont des personnes qui ont une dignité, qui méritent le respect. Ils ont des problèmes, mais ils ne sont pas le problème. Or, trop souvent, notre système de protection sociale leur fait comprendre le contraire. C'est cela qu'il faut changer.

Les économistes peuvent y contribuer en s'appuyant sur les faits, en démontrant que lorsqu'on aide les gens de manière plus généreuse, on ne les rend pas plus paresseux. Qu'au contraire, cela leur permet de trouver plus facilement un travail. Quand il y en a.

Qui sont les alliés de l'économiste que vous êtes pour relayer ce message ?

E. D. : En France, ATD Quart Monde met ces principes au cœur de son action, à travers ses programmes mais aussi un plaidoyer politique qui a eu des effets importants, comme la mise en place de la CMU, couverture maladie universelle, ou l'expérimentation des territoires zéro chômeur. Après, il faudrait que cela soit relayé par un mouvement politique, ce qui n'est pas vraiment le cas.



Les pays riches ont dépensé sans compter pour lutter contre la pandémie. Les pays pauvres seront-ils, une fois de plus, les grands oubliés ?

E. D. : C'est le point noir de la réponse au Covid. Nous appelions, dès mars, avec mon mari Abhijit Banerjee, à un plan Marshall post-Covid à l'intention des pays pauvres, mais il ne s'est rien passé. Je le comprends d'ailleurs car les pays développés ont eu trop de choses à régler pour répondre de manière coordonnée. Mais je ne l'excuse pas. Il aurait suffi d'ajouter un petit pourcentage aux trillions mobilisés pour dégager des sommes qui auraient été extrêmement utiles aux pays pauvres.

J'espère encore que lorsque les choses se seront améliorées, un effort sera fait en leur direction. Sinon, quelle image donnerions-nous de nous ?

Le prix Nobel d'économie 2019, que vous partagez avec votre mari Abhijit Banerjee et Michael Kremer, vous a consacrée experte mondiale de la lutte contre la pauvreté. Comment en êtes-vous arrivée à vous intéresser à ce sujet ?

E. D. : C'est sans doute, au départ, une question d'éducation et d'esprit de famille. Ma mère était bénévole dans une ONG qui aidait les enfants victimes de la guerre. Un oncle était parmi les fondateurs de Médecins du monde. Toute petite, je rêvais à des figures comme Mère Teresa et Albert Schweitzer. Mais c'était plus sous la forme d'une question que d'une vocation.

Aussi loin que je me souviens, je me suis toujours demandé ce que je pouvais faire de ma vie pour rembourser la dette énorme d'être née en France dans un milieu aisé. Cette question a été comme une épine dans ma conscience. En particulier lorsque, vers 20 ans, je suis entrée à l'École normale supérieure pour poursuivre des études d'histoire. Je me sentais vraiment trop privilégiée et j'ai éprouvé le besoin de faire quelque chose.



C'est ainsi que je suis partie en Russie. Pas pour aider les Russes, mais pour faire un pas de côté, réfléchir à ce que je pourrais faire qui soit plus utile. Là-bas, voyant le rôle concret que les économistes pouvaient jouer, j'ai décidé de me consacrer à l'économie, pour me lancer dans la recherche sur les problèmes de pauvreté. En me disant que si j'arrivais à mieux comprendre pourquoi les gens sont pauvres et comment faire pour les aider, peut-être qu'on allait m'écouter.

Cette idée d'être utile ne m'a jamais quittée. Aujourd'hui encore, la situation extraordinairement privilégiée dans laquelle je me trouve me fait éprouver un sentiment de responsabilité, en particulier envers les gens qui n'ont pas eu ma chance.

Votre approche de l'économie du développement s'appuie sur des « essais randomisés », comme en médecine. En quoi cela consiste-t-il et comment vous est venue cette idée ?

E. D. : Pour expliquer comment ça marche, le plus simple est de penser à la manière dont est testé le vaccin contre le Covid. Le laboratoire Pfizer, par exemple, a constitué un échantillon de 30 000 personnes pour en vacciner la moitié, prise au hasard. Puis on laisse les gens vaquer à leurs occupations, et on compte les malades dans le groupe traité et le groupe contrôle. Comme ils ont été choisis au hasard, si le vaccin ne servait à rien, on devrait trouver le même nombre de malades dans les deux groupes. Ce qui permet de dire que le vaccin est efficace à 95 %, c'est le fait que les personnes malades du Covid appartiennent presque toutes au groupe contrôle.

Pour les politiques sociales, on opère de la même manière. On expérimente auprès d'un vaste échantillon de personnes, la moitié bénéficiant du programme, l'autre non, pour évaluer l'efficacité du programme.

Et en économie ?

E. D. : Les premières évaluations randomisées ont été conduites aux États-Unis dans les années 1960 sur l'assurance santé ou l'éducation. Avec Abhijit Banerjee et Michael Kremer, nous n'avons fait que reprendre cette méthode, d'abord pour évaluer la meilleure manière d'organiser l'école dans les pays pauvres.

Et lorsque nous avons constaté que cela permettait de démontrer des résultats de manière claire, nous avons développé un réseau à travers le J-PAL, le laboratoire de lutte contre la pauvreté créé en 2004 au sein du Massachusetts Institute of Technology (MIT).

Lors de la cérémonie de remise du prix Nobel, nous avons insisté sur le fait qu'il récompensait tout un mouvement impliquant des centaines de chercheurs, d'ONG, et d'activistes dans le monde.

Cette méthode expérimentale a ses adeptes, mais aussi ses détracteurs. À ceux qui vous reprochent de ne pas vous attaquer aux racines du mal-développement, que répondez-vous ?

E. D. : Malheureusement il n'y a pas de solution miracle contre la pauvreté. Moi aussi, j'aimerais avoir la recette pour qu'il n'y ait ni malades ni pauvres dans le monde, mais je ne l'ai pas. Ma priorité, c'est de les aider, de voir comment le faire en pratique. Si d'autres veulent consacrer leur vie aux grandes questions structurelles, pourquoi pas ? Par tempérament, ce n'est pas mon choix.

« L'un des défis les plus urgents de l'humanité est la réduction de la pauvreté », a rappelé l'Académie royale des sciences de Suède. Êtes-vous optimiste ou alarmiste sur cette question ?

E. D. : Les années à venir seront difficiles à cause du Covid, mais je reste plutôt optimiste. Durant les trente dernières années, beaucoup de progrès ont été accomplis : le nombre de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour a été divisé par deux, de même que la mortalité infantile et maternelle, et presque tous les enfants vont à l'école primaire.

Ma seule inquiétude concerne la crise climatique, qui aura des effets catastrophiques sur les pays les plus pauvres. C'est pourquoi, depuis le prix Nobel, j'essaie de consacrer le plus d'énergie possible à lever des fonds pour encourager les travaux sur cette question.

En mars, vous avez publié avec Abhijit Banerjee *Économie utile pour des temps difficiles*, au titre prémonitoire. Qu'est-ce qu'une économie utile ? Et à quoi peut bien servir un économiste par temps de crise ?

E. D. : L'économie utile évite d'assener des vérités comme un oracle. Il s'agit d'établir les faits le plus rigoureusement possible, dans des contextes différents, pour bien comprendre ce qui se passe dans la réalité, quitte à aller contre nos intuitions ou à déranger les idées reçues. Ensuite on peut proposer une explication, mais sans se laisser aveugler par une idéologie ou une intuition. Cela n'empêche pas d'avoir des convictions politiques mais il faut faire la différence entre les faits et la logique, d'une part, et les valeurs de l'autre. Ne pas déguiser les jugements de valeur en vérités incontestables, ce que font trop souvent les économistes.

Dans ce livre, vous abordez les questions qui enflamment le débat public : l'immigration, le commerce, la fiscalité, les inégalités, l'environnement. Quitte à provoquer, comme lorsque vous affirmez que la vraie crise migratoire, c'est la faiblesse des mobilités dans le monde...

E. D. : L'idée que les flux migratoires internes ou internationaux sont en réalité très faibles est connue dans la profession mais n'a pas été suffisamment partagée jusqu'ici. Cela explique pourtant la faible capacité d'adaptation des sociétés aux chocs qu'elles subissent.

Ce phénomène s'observe dans les pays pauvres : même lorsqu'il n'y a plus rien à manger dans les campagnes, les gens ne vont pas, ou très peu, chercher du travail ailleurs, en ville ou à l'étranger. Il touche aussi les pays développés comme les États-Unis où la mobilité géographique a été divisée par deux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Comment inciter les gens à sortir des lieux de pauvreté où ils restent enfermés ? Comment rendre les transitions plus faciles ? Voilà le genre de questions auxquelles nous essayons de répondre.

L'un des fils directeurs de votre livre est de montrer qu'il est déraisonnable d'attendre de l'économie de marché des résultats toujours justes. Que le grand enjeu du moment est de redonner espoir en des politiques économiques et sociales plus efficaces. Mais comment ?

E. D. : C'est la question centrale. Après quatre années de cauchemar sous Trump, je me réjouis de la victoire du démocrate Joe Biden lors de la présidentielle américaine. Mais elle ne doit pas occulter ce qui cloche dans le système politique et économique des États-Unis et qui explique que près de la moitié des électeurs sont suffisamment désespérés pour avoir revoté Donald Trump. Cela dit à quel point la confiance dans un projet capitaliste civilisé est ébranlée.

Comment restaurer cette confiance ? Cela commence par un changement d'attitude vis-à-vis des autres, en particulier ceux qui sont le moins fortunés. Cette espèce de mépris généralisé pour toute personne qui fait un peu moins bien que soi est délétère.

Il faut repenser une protection sociale qui soit digne et généreuse pour aider ceux qui doivent changer de carrière ou déménager pour trouver un emploi parce que leur entreprise met la clé sous la porte. Augmenter les budgets dédiés à la petite enfance, à

l'éducation, aux personnes âgées permettrait de financer des secteurs qui sont bons pour la société et de créer des emplois qui ne pourraient pas être délocalisés ou remplacés par des robots. Il n'y a pas de loi économique qui dit que l'on ne peut pas le faire. C'est l'idéologie dominante, une espèce d'aveuglement, qui l'empêche.

Qu'est-ce qui vous fait espérer qu'après les temps difficiles nous attendent des jours meilleurs ?

E. D. : Les progrès réalisés ces trente dernières années en matière de lutte contre la pauvreté démontrent que, malgré les guerres, les difficultés politiques, l'humanité peut aller dans le bon sens si l'on se mobilise sur ces sujets. Au début de la crise du coronavirus, je lisais avec les enfants Dog Man, une BD américaine de Dav Pilkey qui, sous des airs de *comics* sans prétention, soulève des vraies questions sur l'éthique, la bonne manière de se comporter, le bien et le mal.

Juste avant la fin du livre, Flippy, un poisson bionique qui, au départ, avait un caractère méchant mais s'était rallié aux héros au cours de l'histoire, décide de devenir le père adoptif de vingt têtards qui ont perdu leur mère. Le copain de ce poisson, un petit chat, dit à son père : « *Tu vois, finalement, Flippy est une bonne personne, il est en train de changer le monde.* » « *De changer le monde ? N'exagérons rien,* réplique le père. *Il ne s'occupe que d'une vingtaine de têtards.* » « *Oui, mais pour ces vingt têtards, le monde va changer* », répond le petit chat. Voilà...il y a toujours quelque chose à faire pour changer le monde.

Ses dates

1972 Naissance à Paris, le 25 octobre, dans une famille protestante. Sa mère est médecin pédiatre, son père mathématicien.

1992 Entrée à l'École normale supérieure pour étudier l'histoire. Elle obtient l'agrégation en sciences économiques et sociales quatre ans plus tard.

1999 Doctorat en économie au Massachusetts Institute of Technology (MIT), à Cambridge, États-Unis. Obtient un poste de professeur assistant au MIT dans la foulée.

2004 Membre fondatrice du J-PAL MIT, Laboratoire de lutte contre la pauvreté.

2015 Mariage avec l'économiste indo-américain Abhijit Banerjee, avec qui elle a deux enfants, Noémie et Milan.

2019 Co-lauréate, avec son mari et l'Américain Michael Kremer, du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

2020 Publication d'*Économie utile pour temps difficiles*(Seuil, 544 p., 25 €).

Un personnage qui l'inspire

Le père Joseph Wresinski

La figure du père Joseph Wresinski, fondateur du mouvement ATD Quart Monde, a toujours exercé une grande influence sur moi. Il incarne d'une manière forte la position que nous devrions avoir avec les gens en situation de pauvreté. Celle de les respecter mais aussi de vivre dans l'action, en pratique. C'est ce pouvoir de démonstration qui me stimule et que j'essaie d'insuffler à travers chaque projet que nous conduisons avec le Laboratoire d'action contre la pauvreté (J-PAL MIT).